



Commençons par un petit jeu. De qui est cette phrase ? "*Dans cette bataille qui s'engage, mon véritable adversaire n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti, il ne présentera jamais sa candidature et pourtant il gouverne. Cet adversaire c'est le monde de la finance.*"

" François Mitterrand ? Jean-Luc Mélenchon ? Non, elle est de François Hollande au Bourget. Fichtre ! Voilà un tournant bien revigorant. Si lorsque le Front de Gauche est à 10%, ils reprennent nos formules, gageons qu'à 15% ils prendront notre programme. Et à 51%, ils prendront notre candidat !

Hélas, comme bien souvent avec les candidats socialistes, nous sommes loin des déclarations aux actes. En ce dimanche 22 janvier au Bourget, il a aussi dit comment il entendait lutter contre la finance. Un salaire maximum ? Non. Du protectionnisme économique ? Non, non. Une refonte fiscale qui prend tout au-delà de 30.000€ de revenus mensuels ? Non plus. Comment alors ? Détaillons ça.

D'abord, en séparant les activités de crédit et d'investissement des banques, qui vise à empêcher les banques de spéculer avec les dépôts des particuliers. Cette idée commence à faire consensus. Elle est certes louable mais elle est en train d'être mise en place en Grande-Bretagne et l'Europe y réfléchit fortement. Sans faire de procès d'intention, on peut douter de leur réelle volonté de lutter contre la spéculation, alors même qu'il s'agit sans doute des 2 entités les plus libérales de la planète.

Ensuite, en interdisant les produits financiers "toxiques". Ca ressemble comme deux gouttes d'eau à du Front de Gauche. C'est en tout cas absent du projet socialiste. Et pour cause, c'est contradictoire avec les traités européens qui favorisent la concurrence y compris des produits financiers, dont la plupart mêlent activité réelle et spéculation pure (comme les SICAV par exemple).

François Hollande propose aussi la suppression des stock-options. Là encore, c'est contradictoire avec le projet socialiste, qui ne préconisait que d'en limiter leurs rémunérations. L'actuelle proposition du candidat socialiste ressemble étrangement à la proposition de l'UMP, qui se déclare elle aussi en faveur de la suppression des stocks options sauf pour les PME.

Autre proposition que le PS et l'UMP se partagent, c'est l'interdiction d'implantation dans les paradis fiscaux. Depuis la crise, nous avons entendu bon nombre de fois Nicolas Sarkozy enfourcher ce cheval de bataille. C'est une mesure déjà entreprise, donc. Vous voulez savoir comment ils s'y sont pris ? Non, ils n'ont pas chassé les banques ou filiales des grands groupes des paradis fiscaux. Ils ont fait signer à ces pays des accords de coopération qui les sortent de la liste des "paradis" ! Ainsi, les Iles Caïman, les Bermudes ou Monaco ne sont plus considérés comme des paradis fiscaux, par exemple, sans même parler de la City de Londres ou de la Suisse, les deux plus grandes "blanchisseuses" du monde.

Il propose également de créer une agence publique de notation européenne. Le problème ne serait donc pas la notation, mais par qui elle est faite ! Proposition qui n'a aucun sens : si elle est publique, elle devra se soumettre aux dépenses d'intérêt général ; et donc ne pas tenir compte des impératifs financiers mais des besoins humains. Elle ne servira donc à rien. Si elle est, comme la Banque Centrale Européenne (BCE), indépendante du pouvoir politique, et n'obéit qu'à une charte équivalente à celle de la BCE, elle sera aussi nuisible qu'une agence privée. A condition qu'elle soit efficace, car les marchés se soumettraient-ils à une agence publique dont ils contesteraient la légitimité.

Enfin, il propose de taxer les transactions financières. Profitons-en, c'est à la mode ! Rappelons que le Parlement européen a déjà voté le principe d'une telle taxe ; l'Assemblée nationale aussi. Ne reste qu'à en définir le taux, et cela verrait le jour. Mais non, c'est trop simple, n'est-ce pas ? Alors Nicolas Sarkozy (qui s'est également déclaré pour) propose un "impôt de Bourse", dont la portée sera extrêmement limitée, d'autant qu'elle est critiquée partout en Europe car uniquement nationale. Du coup, François Hollande propose la même chose mais au niveau européen. Problème ? L'Europe n'en veut pas. Un coup d'épée dans l'eau supplémentaire...

Bref, la déclaration d'intention n'est pas réellement suivie de propositions radicales et concrètes. D'ailleurs, moins d'une semaine après, à Grenoble cette fois, il déclarait "Je ne suis pas contre la finance, et je n'ai rien contre les banques". On s'en doutait mais merci de l'avoir clarifié...

C'est donc bien avec le gouvernement du Front de Gauche et Jean-Luc Mélenchon que nous pouvons donner au pays le pouvoir de gouverner face aux banques et à la finance.